

KURDISTAN

La répression ne fait pas plier Diyarbakir



A diyarbakir, les destructions d'habitations sont devenues monnaie courante. AHN

2-3 La ville de Diyarbakir subit quotidiennement les exactions érigées en politique par l'Etat turc. Bâtiments détruits, expulsions ou inculpations rythment l'existence des cités favorables au Parti démocratique des peuples. La solidarité avec les plus démunis et les reconstructions se posent en actes de résistance. Reportage.

9 ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Dans un climat de défiance, les **petits candidats** pourraient venir brouiller les cartes



MAH: UN PARTENARIAT REFUSÉ DANS LES URNES

5 VILLE DE GENÈVE
L'intérêt public au cœur des partenariats **public-privé**

SUISSE

Une fondation helvétique de microcrédit permet l'éclosion d'entreprises de proximité

6

SUISSE

Le renvoi de mineurs non-accompagnés à Chiasso préoccupe

8



page 12

Pages ouvertes aux auteurs suisses

Découvrez «Sion» un texte inédit d'Alain Bagnoud

La répression turque dans les villes kurdes pèse sur tous les aspects de la vie quotidienne

A DIYARBAKIR, «C'EST NOTRE IDENTITÉ QU'ON VEUT ANÉANTIR!»

ANNE-LISE HILTY,
DE RETOUR DE DIYARBAKIR

Turquie ► Avec ses jardins d'Hevsel bordant le Tigre au pied de ses murailles, Diyarbakir a été classée en été 2015 au patrimoine mondial de l'Unesco. Elle est la plus grande ville du sud-est de la région du Kurdistan turc. Située sur la route de la soie, la cité est depuis des millénaires, et jusqu'à nos jours, un creuset multiculturel.

A la porte Dag Kapi, des policiers en poste contrôlent véhicules et piétons – mais notre taxi ne sera pas arrêté. Dag Kapi est l'une de quatre portes principales ouvertes dans le mur d'enceinte long de 5,7 kilomètres qui encerclent la ville intérieure depuis l'Antiquité, et qui a donné son nom de Sur (le rempart) à cette zone historique.

Les passages secondaires dans le rempart sont barricadés par des obstacles en béton. Cela contraint les gens qui vaquent à leurs affaires et effectuent leurs achats à de longs et laborieux détours quotidiens pour atteindre les portes prin-

cipales, seules voies d'accès. Cinq zones de la ville sont encore inaccessibles, bloquées par des murs. Des barrages policiers, des véhicules blindés et des canons à eau quadrillent toute la vieille ville de Sur.

On a ciblé les femmes et les enfants «Nous non plus, nous n'avons pas accès à ces quartiers», raconte Sibel Yigitalp, députée HDP (Parti démocratique des peuples). Le HDP, auquel appartiennent beaucoup de Kurdes, a franchi la barre des 10% lors des élections de juin 2015, remportant 80 sièges au Parlement. L'immunité parlementaire de Sibel Yigitalp et de 50 autres parlementaires du HDP a été levée récemment au motif, pour la plupart d'entre eux, de soutien à une organisation terroriste.

C'est par la presse que Sibel Yigitalp vient d'apprendre les onze chefs d'accusation qui pèsent contre eux. C'est bien plus que le strict nécessaire. La seule charge de pourparlers de paix avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit) suffirait à les inculper. Elle s'attend donc à être arrêtée bientôt. Il

serait encore temps pour elle de quitter le pays. Mais elle se dit consciente d'avoir «été élue par des personnes déplacées et des victimes de la violence du pouvoir. Comment pourrais-je partir? Comment l'expliquerais-je à ces gens?»

En juillet 2015, le président Recep Tayyip Erdogan avait annoncé l'interruption du processus de paix avec les Kurdes, en cours depuis 2013. Des adhérents du HDP ont depuis été arrêtés. Les populations de villes qui, comme Diyarbakir, avaient majoritairement voté HDP ont été victimes d'une répression aveugle. Les révoltes qui s'en sont suivies, tant à Diyarbakir que dans d'autres villes kurdes, ont été écrasées par l'armée. A quoi se sont ajoutées des destructions massives et de nombreuses expropriations.

D'après les informations fournies par la Ligue des droits de l'homme (IHD), plus de 600 civils auraient trouvé la mort au cours de ces événements, alors que les organes de l'Etat disent n'avoir tué que des «terroristes».

L'Association des juristes de Mésopotamie (MHD) rassemble des données

sur les atteintes aux droits humains dans les villes kurdes assiégées et diligente des plaintes contre les expropriations. «Lors des combats, ce sont avant tout les femmes et les enfants qui ont souffert», rapporte la coprésidente Gülsen Özbek, qui ajoute: «Les unités militaires ont torturé et violé de manière ciblée des femmes sous les yeux de leurs enfants.»

«Votre solidarité est notre dernier espoir»

Sibel Yigitalp nous conduit dans les zones accessibles de la ville. Elle s'arrête brièvement à proximité du célèbre minaret «à quatre pieds», désormais très endommagé, et des postes de garde de la police qui l'entourent, et raconte: «C'est ici que Tahir Elci, président du conseil de l'Ordre des avocats et défenseur des droits humains a été abattu fin novembre 2015, à la suite d'une conférence de presse appelant à la paix.»

Les balles de fusils, les tirs de mortiers et les obus ont laissé des traces sur les façades de nombreux édifices. Les habitations sont désertées, les rues vides, les

magasins clos. Sibel Yigitalp désigne une maison de quartier qui servait de lieu de rencontre, d'information et de centre culturel, désormais bouclé lui aussi. «Nous avions dix-huit centres semblables; aujourd'hui, tous sont fermés.» Elle ajoute: «Informez l'opinion publique de ce que vous avez vu ici. C'est notre seul espoir!»

Beaucoup de maisons sont condamnées par des cadenas. Finalement, il nous est possible de pénétrer dans l'une d'entre elles grâce à Mehmet, que des enfants des rues sont allés chercher. Il nous conduit sur le toit. De là, on peut voir l'ampleur massive des destructions et les étendues de ruines nivelées. Vingt-deux mille personnes ont été expulsées des zones désormais interdites d'accès. Mehmet a dû abandonner sa maison, qui pourtant ne se trouve pas dans l'un de ces quartiers. «Je reviendrai», affirme-t-il sur un ton résolu. «Je suis né ici et j'y ai grandi; je ne me laisserai pas chasser!»

Traduction : Christian Mounir

UNE SOLUTION POLITIQUE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE?

Durant des mois, on a braqué sur nous des armes lourdes, rapporte la maire de Diyarbakir, Gültan Kisanak. Nous avons cherché à établir le dialogue à tous les niveaux avec les instances de l'Etat ainsi qu'avec l'Unesco afin de stopper les destructions – sans aucun succès. On s'emploie à détruire notre identité, notre culture, la vie commune de peuples et de religions différents qui vivent en bonne intelligence, ainsi que notre histoire.»

Gültan Kisanak le dit calmement et sans amertume, elle qui a été victime de tortures, embastillée durant de longues années, et qui se sait menacée à tout moment de destitution et d'une nouvelle incarcération.

Erdogan voudrait remplacer les maires qu'il ne peut contrôler par des gouverneurs. «Nous aurions pu être un modèle au Proche-Orient, celui d'une société pluraliste et démocratique qui protège les femmes

et les minorités», dit-elle. «Désormais, cet espoir est perdu.» Aujourd'hui, le chaos et la guerre règnent sur tout le Proche et Moyen-Orient et leurs répercussions se font sentir jusqu'en Europe même. L'avenir est sombre. «Je le répète, affirme Gültan Kisanak, nous restons ouverts à la discussion. Mais si la voie politique nous est barrée, quelle option nous reste-t-il?»

Les paroles et les douloureuses expériences de la maire de Diyarbakir ont résonné comme un appel aux oreilles d'une délégation suisse composée de quatre conseillers nationaux ainsi que d'autres personnalités et à laquelle nous avons participé. Elle est venue constater la situation sur place entre le 19 et le 22 juin dernier¹. L'indifférence de l'Europe ne passe pas. «La communauté internationale – l'Europe en particulier – a assisté passivement à ce conflit. Face à ce silence, notre délégation a jugé nécessaire d'alerter l'opinion pour faire ces-



Dans la ville de Sur, zone historique de Diyarbakir, 1100 bâtiments sont en ruine

¹Membres de la délégation: Sibel Arslan, conseillère nationale, Basta! (parti de gauche apparenté aux Verts suisses), Bâle-Ville, membre de la Commission de politique extérieure; Claude Béglé, conseiller national, PDC, Vaud, membre de la Commission de politique extérieure; Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale, PS, Genève, membre de la commission des affaires juridiques; Claudia Friedl, conseillère nationale, PS, St. Gall, membre de la Commission de politique extérieure; Mustafa Atici, membre du Grand Conseil, PS, Bâle-Ville; Hansueti Scheidegger, déléguée du syndicat Unia; Anina Jendreyko, créatrice culturelle; Anne-Lise Hilty, journaliste indépendante.



L'ÉTAT DÉTRUIT, LA COMMUNE RECONSTRUIT

Vingt-deux mille déplacés de la ville de Sur ne pourront jamais y retourner. Sur des photos satellites, on observe les ruines de 1100 bâtiments. Et les destructions se poursuivent, jour après jour. Les gravats sont déversés hors de la ville, à proximité de l'université. Un énorme tas a poussé à cet endroit, entouré d'une haute clôture qui en interdit l'accès. On peut y voir, enchevêtrés parmi des pans de murs, les débris de nombreux objets ménagers. Les habitants des maisons démolies doivent tout abandonner sur place. L'accès à la montagne de décombres est interdit, la photographie aussi.

Cependant, là où cela s'avère possible, la municipalité s'efforce de réparer les maisons endommagées afin de permettre aux gens de revenir s'y installer. Au cours des dernières années, elle a acheté plusieurs bâtiments historiques, les a restaurés avec soin en respectant leur style d'origine et les a mis à la disposition de la population, sous la forme notamment d'un Musée de la ville ou d'une Maison de la culture. Bien que la municipalité n'ait pas encore une idée claire de la future affectation de certains bâtiments, elle poursuit en maints endroits ses travaux de restauration. A notre question de savoir si tout cela en vaut encore la peine dans ces circonstances, un ouvrier affairé près de l'une de ces maisons, hausse les épaules: «Quoi qu'il advienne, on continuera!» AHY

AU SECOURS DES DÉRACINÉS

En 2015, environ 400000 personnes ont été expulsées des villes kurdes de Diyarbakir, Cizre, Silopi, Sîrnak, Nusaybin et d'autres encore. C'est surtout l'association Rojava qui leur vient en aide.

Un semi-remorque s'arrête avec des boissons et de l'alimentation en provenance de la ville turque de Gaziantep, plus au sud. Des hommes chargent les palettes dans l'entrepôt. Le centre logistique de l'association appartient à la ville. A l'intérieur, Mustafa, qui a été chassé de Sur, remplit avec d'autres volontaires de grands sacs synthétiques avec des aliments: lentilles, boulgour, sucre, pâtes alimentaires et autres victuailles. «Les familles chassées reçoivent des rations de ce type une ou deux fois par mois», explique le coordinateur responsable de l'association. «Nous essayons d'approvisionner en produits de base tous ceux qui en ont besoin.»

Rojava a été fondée en 2014, après les combats autour de Kobané en Syrie et de Sengal en Irak, afin de ravitailler les réfugiés. Deux cent cinquante mille personnes avaient alors fui vers la Turquie, nécessitant immédiatement un toit, des aliments et des vêtements. Après la libération de Kobané, en 2015, la plupart des résidents kurdes y sont retournés. Des 35000 Yézidis de Kobané, en revanche, le plus grand nombre a émigré vers l'Europe. Mille cinq cents d'entre eux sont encore recueillis dans un camp près de Diyarbakir par l'association Rojava, qui prend désormais en charge des réfugiés dans leur propre pays. L'association ne reçoit aucune aide de l'Etat, bien au contraire. Les services publics s'efforcent par tous les moyens de contrecarrer l'aide. Des camions sont arrêtés, la marchandise détruite, les tentes déchirées. Peu avant la visite de la délégation, les comptes bancaires de Rojava ont été bloqués. En outre, des plaintes pour «soutien à des terroristes» menacent ses membres. AHY

AHY

Le nombre de personnes déplacées au Kurdistan turc n'a jamais été aussi important

«LA SITUATION EST DIX FOIS PIRE QUE DANS LES ANNÉES 1990»

Indifférence ► Les coprésidents Leyla Güven et Hatip Dicle, ainsi que d'autres représentants du Congrès de la société démocratique de Diyarbakir (DTK), au sein de laquelle toutes les organisations de la société civile et des institutions sociales sont représentées, sont unanimes: la situation est dix fois pire qu'au cours des années 1990. Difficile à imaginer, compte tenu de ce qui s'était passé à l'époque: plus de 4000 villages avaient été entièrement détruits et leurs habitants chassés. Ceux-ci avaient cherché refuge dans les villes qu'on détruit aujourd'hui. Le nombre de personnes déplacées est désormais bien supérieur, rien qu'en dénombrant les expulsions des villes de Cizre et de Nusaybin.

«Lors des combats, ce sont avant tout les femmes et les enfants qui ont souffert», rapporte la coprésidente Gülsen Özbek. AHY



«L'Europe sacrifie les Kurdes»

«Nous vivons dans un Etat de non-droit», explique Leyla Güven. «Une seule loi le régit: celui qui n'est pas pour Erdogan est contre lui et peut être condamné.» C'est ainsi qu'à Istanbul, trois militants des droits de l'homme renommés ont été arrêtés pour avoir protesté contre la fermeture du journal Özgür Gündem, critiqué envers le gouvernement.

Ancien député au parlement, Hatip Dicle a passé en tout quinze ans enfermé dans les prisons turques, à l'instar de bien d'autres éminents politiciens kurdes, comme la parlementaire Leyla Zana. Il établit une autre comparaison

avec les années 1990. «Quand nous étions en prison, des protestations nous parvenaient du monde entier. Nous recevions de nombreuses visites – parmi lesquelles celle d'un membre actuel du Grand Conseil bâlois, Mustafa Atici – ainsi que des distinctions au nom des droits humains. Nous étions soutenus et encouragés (sous la pression de l'Union européenne, Hatip Dicle, Leyla

Zana et deux autres parlementaires kurdes ont finalement été libérés en 2004, après dix ans de détention. En 2009, Dicle a à nouveau été arrêté et condamné à cinq ans de prison, ndlr) Aujourd'hui, alors que des Kurdes sont brûlés vifs dans les caves de leurs maisons, plus personne n'en parle. L'Europe sacrifie les Kurdes sur l'autel de la crise des migrants.» En effet, en février 2016

à Cizre, des dizaines de personnes ont péri brûlées vives, enfermées dans une cave lors d'une attaque des forces de sécurité turques.

Hatip Dicle estime qu'il finira tôt ou tard à nouveau en prison. «Nous poursuivrons la lutte! Je sais d'expérience qu'ils ne peuvent m'enfermer que physiquement. Mentalement, je reste libre.»

AHY